



SciencesPo.

CERI
CNRS

Vers une défaite occidentale en Afghanistan ?

Gilles Dorronsoro*

Une défaite occidentale en Afghanistan, impensable il y a quelques années encore, devient aujourd'hui une hypothèse plausible. La « nouvelle » stratégie de l'administration Obama passe essentiellement par une augmentation des moyens et ne suffira pas à renverser les dynamiques actuelles. A l'inverse, la progression des talibans durant ces derniers mois montre à quel point, démentant les clichés qui décrivent une insurrection composée de groupes disparates, les Occidentaux sont confrontés à une organisation politique hiérarchisée, appliquant une stratégie cohérente.

Contrairement à la coalition internationale, les talibans ont enregistré ces derniers mois des progrès significatifs : consolidation du contrôle dans le Sud et l'Est, élargissement du sanctuaire pakistanais et percée dans les provinces du Nord. Premièrement, ils ont consolidé leur contrôle des campagnes dans les régions majoritairement pachtones du Sud et de l'Est. Leur objectif – neutraliser l'administration afghane au niveau du district – semble atteint pour l'essentiel. Ils ont mené des opérations contre les chefs-lieux de districts (occupation de quelques heures) et même de province (série d'attentats-suicides dans Khost). La stratégie d'isolement des forces gouvernementales passe aussi par l'interdiction

du territoire au personnel des ONGs (essentiellement afghan, les Occidentaux se déplaçant très peu). Les humanitaires courent ainsi le risque d'être arrêtés à des postes talibans sur la route et enlevés ou tués. Les Afghans travaillant pour les forces de la coalition sont visés par les insurgés, ainsi que leur famille. En pratique, de plus en plus d'Afghans ne peuvent revenir dans leur village sauf à courir des risques importants ou à avoir l'accord des talibans. Dans l'est, les talibans ont marqué un point décisif en affaiblissant radicalement les institutions tribales que les forces américaines espéraient utiliser contre l'insurrection. L'équipe de reconstruction provinciale (PRT) basée à Gardez (la première établie en Afghanistan) est maintenant largement isolée, les tribus coopérant *volens nolens* avec l'insurrection. Profitant du vide qu'ils ont contribué à instaurer, les talibans ont construit une administration parallèle, nommé des juges et des responsables de districts et levé l'impôt sur les récoltes.

Deuxièmement, les talibans poursuivent leur percée dans les provinces du Nord. A partir des districts qu'ils contrôlent dans la province du Badghris (Bala Murghab, Gormach), ils s'implantent progressivement dans la province du Faryab et lancent des opérations jusque dans celle du Jawzjan. Par ailleurs, des groupes sont actifs dans la province de Kunduz et de Samangan. Ceux-ci sont encore numériquement limités, composés de quelques centaines d'hommes par province, mais la faiblesse des forces de sécurité afghanes et la passivité de l'ISAF expliquent les avancées de ces derniers mois. Deux éléments récents indiquent une inflexion de la stratégie talib sur ce front. D'abord, le niveau de professionnalisation des combattants s'est accru, les opérations simultanées (contre trois postes de police dans un cas récent) et la mobilité des groupes montrent que les talibans ne s'appuient plus majoritairement sur des combattants payés à l'opération. Ensuite, les talibans cherchent à dépasser leur implantation initiale dans les poches pachtones. Comme dans le reste de l'Afghanistan, la plupart des Pachtounes considèrent que l'Etat est aux mains des autres groupes ethniques et subissent localement des pressions des autres

groupes (notamment des vols de terres). Cette implantation initiale faisait courir le risque à l'insurrection d'être circonscrite à un groupe localement minoritaire. Pour essayer d'élargir leur base ethnique, les talibans ont recruté des Turkmènes et des Ouzbeks (dans quelques cas des militants d'Ouzbékistan) et peuvent donc opérer dans les régions proches de la frontière ouzbèke. Le passage attendu des convois de l'OTAN (venus du Tajikistan et de l'Ouzbékistan) dans ces provinces pourrait constituer un élément de déstabilisation supplémentaire.

Enfin, la frontière est largement ouverte à l'insurrection, qui bénéficie d'un sanctuaire étendu et relativement sûr au Pakistan, notamment dans les Federally Administered Tribal Areas (FATA) et au Baloutchistan. Les postes américains situés sur la frontière sont en pratique inefficaces pour contrôler les passages. Dans la Kunar, les attaques quotidiennes (principalement menées à partir des villages proches) contre les postes frontière indiquent l'échec patent de ce type de dispositif.

Face à ces progrès, la coalition internationale n'est pas parvenue à surmonter ses difficultés structurelles et à définir une stratégie cohérente. Sur le premier point, la position des forces allemandes dans le nord est un bon exemple des limites de la coalition. Du fait de règles d'engagement extrêmement strictes et d'une volonté politique d'éviter à tout prix les pertes, les forces allemandes n'ont qu'un rôle marginal dans la sécurité de la population du nord (provinces de Kunduz et Mazar-i Sharif). Mi-avril, les talibans ont organisé une attaque contre un poste de police à la sortie de la ville de Kunduz. L'affrontement a duré plusieurs heures, mais les troupes allemandes, pourtant proches, ne sont pas intervenues. C'est la police locale, mal payée et mal équipée, qui s'est déplacée (et a perdu deux hommes). De plus, le turnover des soldats, qui ne restent jamais au-delà de quatre mois, interdit toute intégration locale. Si le cas des Allemands est frappant, l'ensemble des Occidentaux (civils compris) vivent dans un monde parallèle. Kaboul, dont la moitié du centre-ville est interdite

aux Afghans ordinaires, offre un bon exemple de la privatisation de la sécurité qui s'effectue au détriment de la population.

Sur le deuxième point, l'envoi de renfort (17 000 hommes) dans les provinces où les talibans sont le mieux implantés (Zabul, Kandahar, Helmand) indique une mauvaise lecture des rapports de force. Trois éléments amènent en effet à penser que les renforts ne produiront pas d'effet significatif. La coalition est maintenant rejetée de façon claire par les habitants et l'implantation des talibans au sein de la population rend illusoire la « sécurisation » des villages. Ensuite, il n'y a plus de structure étatique afghane dans ces provinces. Si elle veut occuper le terrain, la coalition ne pourra donc pas s'appuyer sur des forces afghanes et elle ne dispose pas d'effectifs suffisants pour occuper un espace significatif. Les alliés locaux des Occidentaux sont souvent très liés au trafic d'opium et les tentatives pour en éradiquer la culture pourraient se heurter à des oppositions féroces (une partie des attaques contre la police en charge de l'éradication ne vient pas des talibans). Enfin, la frontière avec le Pakistan est largement ouverte, les talibans peuvent choisir de passer au Pakistan (ou de se réfugier dans les montagnes) en cas d'attaque américaine, la coalition ne peut pas les forcer au combat. La coalition internationale a marqué quelques points autour de Kaboul : les Français ont connu des succès tactiques, mais restent isolés au milieu d'une population hostile, alors que les Etats-Unis ont sécurisé la route du sud jusqu'à Gardez (le jour).

La construction des institutions afghanes de sécurité, clé d'un désengagement militaire occidental, se poursuit avec de médiocres résultats. Malgré des progrès à Kaboul, la police est encore mal équipée et mal payée (et souvent corrompue). De plus, les talibans en ont fait une cible prioritaire. L'institution judiciaire est inexistante pour une grande partie de la population (qui a recours à l'arbitrage privé ou aux juges talibans). Plus inquiétant, elle devient difficile à réformer de l'extérieur en raison des blocages institutionnels internes. Enfin, l'armée afghane continue sa montée en puissance numérique, mais le *command and*

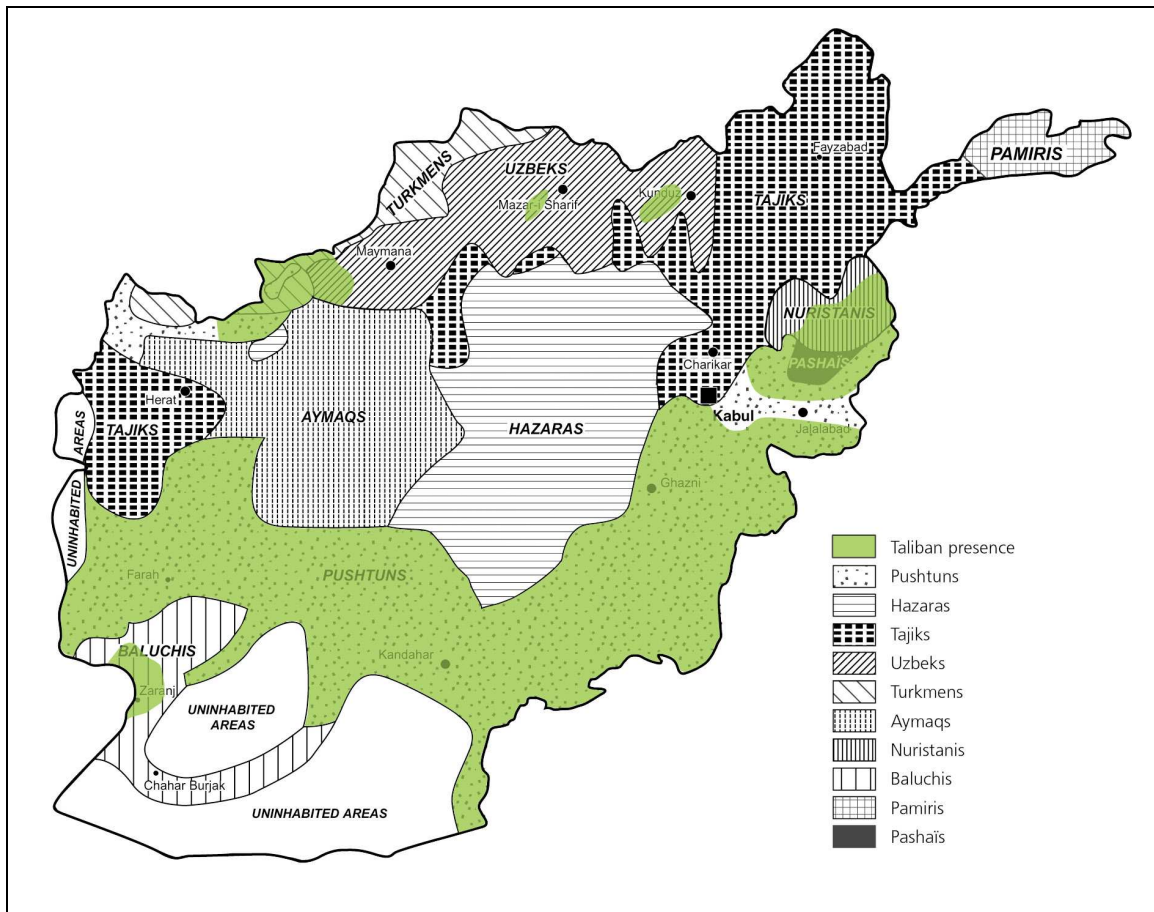
control est encore très insuffisant et l'ANA ne peut pas coordonner des opérations au-delà d'une centaine d'hommes engagés.

La principale faiblesse des talibans tient paradoxalement à leur succès au Pakistan et donc au risque de se retrouver obligés de combattre sur deux fronts si l'armée pakistanaise se décidait à engager une opération radicale contre les sanctuaires talibans au Pakistan. Le niveau relativement élevé de centralisation des talibans fait que l'arrestation de leur leadership, notamment à Quetta, aurait des effets importants. Le prix à payer – de lourds combats et probablement des millions de réfugiés internes – et la perception encore bien établie d'une menace indienne rendent cette hypothèse peu probable.

Le niveau de ressources mobilisables par la coalition est maintenant proche de son maximum (en tout cas du côté européen). La guerre s'américanise de plus en plus nettement, signifiant officieusement l'échec de l'OTAN comme organisation militaire, mais sans que le leadership américain produise une plus grande cohérence sur le terrain. Si la coalition ne transforme pas rapidement ses pratiques et sa stratégie, on voit mal comment elle pourrait s'opposer à une insurrection devenue nationale. La percée au nord, si elle se confirme, devrait conduire à un retrait précipité et, à terme, à un retour au pouvoir des talibans.

Gilles Dorransoro est professeur de science politique à Paris-I, actuellement détaché au Carnegie Endowment for International Peace de Washington. Il est notamment l'auteur de *La révolution afghane. Des communistes aux talebân*, Paris, Karthala, 2000.

Annexe : Carte de la présence des talibans en Afghanistan



© Gilles Dorronsoro, 2009